

Entrevue avec Sandrine Kott – 12 octobre 2015

L'ADEAF était représentée par Thérèse Clerc, présidente, et Jean-Michel Hannequart, membre du bureau exécutif.

1h30 d'échanges denses dans une atmosphère franche et cordiale.

Thérèse Clerc rappelle l'opposition de l'ADEAF à la suppression des bilangues et des sections européennes et insiste sur les conséquences qu'aurait cette suppression sur l'enseignement de l'allemand en France tant en terme d'effectifs que de qualité des apprentissages.

Mme Kott définit l'esprit dans lequel elle conçoit sa mission de déléguée ministérielle au renforcement de l'apprentissage de l'allemand en France. Elle est consciente des nombreux problèmes et se veut avant tout pragmatique. Elle ne se prononce pas sur la suppression des sections bilangues qu'elle appelle « de grands commençants », considère que le gouvernement ne reviendra pas sur sa décision et que de nombreuses classes bilangues seront effectivement supprimées. Il lui incombe de proposer des pistes pour compenser l'érosion des effectifs que provoquera la disparition de ces classes à la rentrée 2016. Madame Kott ne dispose pas de projection chiffrée. En plus de la baisse inévitable du nombre d'élèves germanistes dans le second degré à la rentrée 2016, qui s'accroîtra en 2017, nous estimons a minima que 50 000 élèves par an seront privés de la possibilité d'atteindre le niveau B1 en fin de 3^{ème}.

2 axes essentiels:

1. asseoir l'allemand LV2.

Pour ce faire, il faut renforcer son attractivité par la mise en place de projets pédagogiques innovants et d'échanges. Ceci suppose que les enseignants d'allemand ne soient pas amenés à intervenir sur 3 collèges. Il faut donc faire accepter aux recteurs et aux DASEN des sections de germanistes éventuellement modestes (par ex. en 5^{ème} une ex-bilangue à 15 et une section LV2 à 10 ; seuil d'ouverture à 10 élèves) : un éclatement des services empêcherait toute action de promotion. Il est primordial de maintenir le réseau des enseignants d'allemand pour empêcher un effondrement des effectifs.

2. Réinvestir le primaire.

C'est un défi audacieux et Mme Kott a bien conscience des difficultés que nous allons rencontrer.

- dans de nombreuses académies, l'allemand a été rejeté hors du primaire au profit du tout anglais.
- il est difficile de surmonter les réticences des décideurs locaux qui redoutent les problèmes de mise en place.

Pourtant c'est la seule façon de maintenir les sections bilangues dont nous avons besoin. Le MEN a maintenu les bilangues « de continuité » : cette continuité peut être interprétée de façon large. Continuité ne veut pas forcément dire allemand commencé en CM1 ou en CP comme le prétendent certains recteurs. Madame Kott a fait l'éloge des stratégies mises en place à Besançon où l'allemand est réintroduit dans des écoles par le biais de DNL. On espère ainsi sauver la moitié des bilangues. On pourrait envisager dès cette année d'implanter des modules d'allemand dans des CM2 (à côté ou en partie sur le créneau de l'anglais) et d'avancer ces modules l'année prochaine au CM1 : on aurait ainsi des sections bilangues dès le début du cycle 3.

Les intervenants pourraient être dans un premier temps des professeurs de collège (compléments de service possibles en primaire) ou des professeurs d'école. A moyen terme, le système ne pourrait être pérenne que si cet enseignement est pris en charge par les professeurs des écoles. Mme Kott a demandé un recensement des compétences. L'Institut Goethe va développer des formations pour

permettre à des PE d'obtenir l'habilitation à enseigner l'allemand en primaire. Des bourses pour des séjours en Allemagne peuvent être proposées. Il est envisageable aussi de favoriser la co-intervention d'étudiants germanophones présents sur place dans le cadre d'échanges Erasmus.

L'ADEAF souhaite que le MEN fasse un état des lieux des offres de formations actuellement proposées par les ESPE. Mme Kott prend également note de la suggestion de promouvoir dans les ESPE une formation conjointe à l'enseignement de l'anglais et de l'allemand pour mettre en valeur à tous les niveaux la complémentarité des deux langues et éviter les situations de concurrence.

Il y a selon Mme Kott une volonté politique de maintenir voire de développer l'enseignement de l'allemand, mais dans le cadre donné par la réforme du collège.

Mais elle n'a pas de pouvoir décisionnaire et il faut bien sûr aussi faire appliquer les mesures préconisées par les recteurs et les DASEN. Mme Kott souhaite être informée des problèmes rencontrés sur le terrain et avoir des exemples concrets pour appuyer ses interventions auprès du cabinet.

Elle interviendra le 10 novembre aux côtés de la ministre lors de la réunion des recteurs pour présenter son action, mobiliser les académies et promouvoir l'acceptation large de la continuité. Elle a d'autre part entrepris une tournée des académies pour établir un état de l'enseignement de l'allemand et inciter à le développer par la mise en place d'une carte des langues.

Nous lui indiquons que l'ADEAF souhaite être consultée lors de l'élaboration des cartes des langues : elle se fera l'écho de notre demande auprès des recteurs.

Nous nous inquiétons du traitement qui sera réservé aux élèves actuellement en 5^{ème} et qui commenceront la LV2 en 4^{ème} à la rentrée 2016 : 2,5h (et donc seulement 5h au lieu de 6 en fin de 3^{ème}) ou 3h ? Cette question concerne également les 3^{ème} LV2 de l'an prochain. Elle n'a pas la réponse et transmettra la question au cabinet.

Mme Kott s'interroge sur l'impact du soutien que l'ADEAF apporte aux collègues qui n'inscrivent pas leurs élèves à la certification et craint un effet négatif sur l'attractivité de l'allemand. Nous lui expliquons les raisons qui nous ont amené à prendre cette position après consultation de nos adhérents.

Ces questions seront abordées lors de la table ronde que nous réunissons le 19 octobre dans le cadre de notre congrès et à laquelle Mme Kott participe. Ce sera l'occasion d'approfondir ce premier échange.

Thérèse Clerc et Jean-Michel Hannequart